



Comité Européen de Liaison sur les Services d'Intérêt Général European Liaison Committee on Services of General Interest

Le comité européen de liaison sur les services d'intérêt général se réunira le 17 avril 1998

Le Comité fera le point sur le séminaire de décembre 1997 consacré au logement et ses suites, ainsi que sur l'article 7D du traité d'Amsterdam et les dernières études et mesures de la Commission et du Conseil en matière de service public. Il établira son programme de travail pour les années 1998-1999.

La réunion se tiendra de 9 h à 17 h. Inscription auprès du secrétariat du Celsig.

Réseaux transeuropéens

La Commission vient de réaffirmer que seule la création de véritables **partenariats entre le secteur public et le secteur privé (PPP)** pourra faire avancer le financement et la réalisation des réseaux transeuropéens de transport.

La Commission présentera au prochain conseil européen, en juin à Cardiff, un rapport comprenant des plans de financements et des calendriers stricts pour la réalisation des 14 projets retenus à Essen, en décembre 1994.

La Commission adoptera, également bientôt, des orientations sur l'application des règles communautaires en matière de marchés publics, afin d'éviter que les incertitudes existantes sur la compatibilité des PPP avec les règles européennes dans ce domaine puissent ralentir ou compliquer davantage la création de PPP.

Telecoms

1) Le troisième rapport de la Commission, établi sous la responsabilité des commissaires à l'industrie et à la concurrence, constate que **la libéralisation** des services de télécoms dans l'Union Européenne, entrée en vigueur depuis le 1^{er} janvier dernier, **s'est effectuée de manière globalement satisfaisante**. La concurrence a entraîné une baisse sensible des tarifs et une amélioration de l'offre. La Commission entend cependant continuer à suivre la situation de près.

2) Dans un récent rapport sur **le fonctionnement du service universel**, la Commission note que les niveaux des prix globaux ont baissé depuis 1990 et que la plupart des utilisateurs ont vu leur sort s'améliorer malgré les rééquilibrages effectués dans certains pays dans la perspective de la libéralisation des télécoms. Neuf Etats membres ne jugent même pas utile, à ce stade, d'établir des systèmes spécifiques de partage des coûts liés à la fourniture du service universel, seules la France et l'Italie ont décidé de créer un fonds à cet effet.

Cependant, pour le secrétariat du Celsig, une **évaluation approfondie**, avec l'ensemble des acteurs, permettrait de mieux rendre compte des effets réels de la libéralisation qui ne semblent, à tout le moins, pas aussi unilatéraux, ni stabilisés. En outre, une évaluation de l'impact social de la libéralisation de ce secteur **apparaît comme une vraie nécessité**.

The European Liaison Committee on Services of General Interest is meeting the 17 April 1998

The Committee will review the work of the seminar on housing, held in December 1997, and Article 7D of the Treaty of Amsterdam, as well as the latest studies and measures taken by the Commission and the Council relating to public services. It will set out its work programme for 1998-1999.

The meeting will take place from 9am to 7pm. Registration by the secretary of Celsig.

Trans-European Networks

The Commission has restated its view that only the creation of true Partnerships between the Public and Private sectors (PPPs) will be able to provide the finance for trans-European transport networks, and ensure their completion.

At the next European Council meeting in Cardiff, in June, the Commission will present a report concerning the financing plans and strict schedules for the realisation of the 14 projects that were retained in Essen, in December 1994.

The Commission will also soon adopt outlines for the application of Community rules relating to public procurement, in order to avoid any uncertainty concerning the compatibility of PPPs with European rules in this area, which could lead to the further slowing down or complication of creating PPPs.

Telecoms

1) The third report by the Commission, which was set up under the responsibility of the Industry and Competition Commissioners, has noted that **the liberalisation** of telecommunication services in the European Union, which came into force the 1st January last, **has on the whole been carried out satisfactorily**. Competition has led to a clear fall in rates and an improvement in supply. Yet, the Commission will continue to examine this issue.

2) In a recent report on the **functioning of universal services**, the Commission has noted that overall price levels have fallen since 1990, and that most users have seen their situations improve, in spite of the adjustments that have affected certain countries, in the run up to telecoms liberalisation. For the moment, nine Member States do not feel it necessary to establish special systems for sharing costs that are linked to the supply of universal services. Only France and Italy have decided to set aside resources to this end.

However, for CELSIG's secretary, a **more detailed assessment**, involving all those affected, would show up better the real effects of liberalisation. Furthermore, an evaluation of the social impact of liberalisation in this sector would **appear to be a real necessity**.

3) Les services de la concurrence de la Commission examinent, au titre de l'article 85 du traité de l'Union, l'accord entre la Société nationale des chemins de fer français (SNCF) et la Cégétel, ainsi que l'accord entre Deutsche Bahn (DB) et Mannesmann. Ces accords, qui visent à créer, en France et en Allemagne, des réseaux nationaux de télécommunications en exploitant les infrastructures ferroviaires existantes, prévoient l'octroi de droits exclusifs. De nombreux concurrents ont critiqué ces accords qui, selon eux, les excluraient du marché. Une communication devrait être adressée aux protagonistes si ceux-ci ne modifient pas leurs arrangements.

Transport aérien

Le Parlement européen vient d'adopter un rapport qui fait une première évaluation des effets de la libéralisation du transport aérien. Il y réaffirme que la libéralisation doit être pleinement mise en œuvre dans l'intérêt des consommateurs et du secteur aéronautique et déplore que, dans sa communication sur l'impact du troisième paquet de libéralisation, la Commission soit restée muette sur les répercussions sociales. Il invite donc la Commission à procéder à une étude détaillée des incidences sociales et des conséquences pour l'emploi.

Le Parlement se déclare également préoccupé par le dumping social et les conséquences néfastes qui pourraient résulter du transfert de services vers les pays à bas salaires. L'une des conditions de la réussite d'une libéralisation est, en effet, que la concurrence entre transporteurs aériens soit soumise à des règles uniformes et transparentes. Le Parlement demande aussi à la Commission d'appliquer de façon stricte et cohérente les dispositions sur les aides d'Etat afin d'éliminer toute distorsion de concurrence.

Par ailleurs, l'association des compagnies aériennes européennes (AEA) constate que la ponctualité des vols s'est dégradée depuis cinq ans.

Le secrétariat du Celsig se demande s'il faut y voir un effet de la déréglementation et estime, là aussi, qu'une évaluation approfondie serait bienvenue.

Initiatives

Séminaire "La qualité au coeur des transports publics urbains", les 30 et 31 mars 1998, à Bruxelles.

Le CEEP et l'Union internationale des transports publics, organisent, avec le soutien de la Commission européenne, un séminaire qui traitera de la qualité des transports urbains et de proximité. Ce séminaire s'inscrit à la suite du Livre vert de la Commission "Pour une nouvelle organisation du travail" et de la communication "La question urbaine, orientations pour un débat".

Plusieurs thèmes clés seront approfondis: les transformations de la ville, les transports publics et l'emploi, les transports publics et l'organisation du travail, la qualité dans les transports publics, la politique de la ville et les services d'intérêt général.

Le séminaire s'adresse spécialement aux opérateurs de transports urbains et aux autorités concédantes

Renseignements: CEEP: rue de la charité 15, boîte 12, B 1210 Bruxelles/ Tel 32 2 219 27 98/ Fax 32 2 218 12 13.

Pour se procurer les récents rapports d'EAPN "Racisme et pauvreté en Europe" et "L'insertion sociale: un objectif prioritaire pour les nouveaux fonds structurels": Tel 32 2 230 44 55 Fax 32 2 230 97 33 Email eapn@euronet.be

Afin de faire circuler rapidement les informations, adressez à "NOUVELLES-NEWS-EUROPE" de brèves informations en anglais et français par courrier, fax ou E-mail (celsig@worldnet.fr).

3) On the basis of Article 85 of the Union Treaty, the Competition departments of the Commission will examine the agreements between the French national railway (SNCF) and Cégétel, on the one hand, and German national railway (DB) and Mannesmann, on the other hand. These agreements are aimed at creating national telecom networks (in France and Germany), by exploiting existing railway infrastructure. They envisage according exclusive rights. Numerous competitors have criticised these agreements, which they state will exclude them from the market. A communication will be sent to the protagonists if they do not change their stances on these arrangements.

Air transport

The European Parliament has just adopted a report which presents a preliminary evaluation of the first effects of liberalisation in transport policy. It has reaffirmed that liberalisation must be complete in the interests of consumers and the aeronautic industry, and it deplores (in its communiqué on the impact of a third liberalisation package) that the Commission has remained silent about social repercussions. Hence the Parliament invites the Commission to carry out a detailed study of the social impact of liberalisation and the consequences for employment.

The Parliament also declares that, through social dumping, the destructive consequences could result in a transfer of services towards low labour-cost countries. Indeed, one of the conditions of the success of liberalisation is that competition among airlines will be subject to uniform and transparent rules. The Parliament also demands that the Commission applies strictly and coherently measures relating to state aid, in order to eliminate all competitive distortions.

Furthermore, the Association of European Airline Companies has noted that the punctuality of flights has fallen over the last 5 years.

The CELSIG's secretary wonders whether this is linked to deregulation, and whether or not a more detailed study is to be welcomed.

Initiatives

The seminar on "Quality at the centre of public, urban transport", will take place in Brussels, the 30 and 31 March 1998.

The CEEP and the International Union of Public Transport is organising a seminar (along with Commission help) looking into the issue of quality in urban and proximity transport. The seminar follows up on the Commission's Green Paper "For a New Organisation of Work", as well as on the communiqué "The Urban Question: Orientations for a Debate".

Various key issues will be discussed: the transformation of towns; public transport and employment; public transport and the organisation of work; quality within public transport; town policies and public interest services.

The seminar is aimed especially at urban transport operators and concession-granting authorities.

For further information contact: CEEP, rue de la Charité, 15 boîte 12, 1210 Brussels/ tél: (32-2) 219 27 98 / fax: (32-2) 218 12 13.

To obtain the recent reports by the EAPN - "Racism and poverty in Europe" and "Social integration: a priority objective for the new structural funds" - contact:

Tel: (32-2) 230 44 55; Fax (32-2) 230 97 33; E-mail: eapn@euronet.be

To help circulate news rapidly, please send brief information to "NOUVELLES-NEWS-EUROPE", in English and French, by courier, fax or E-mail (celsig@worldnet.fr).

NOUVELLES-NEWS-EUROPE est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, 66 rue de Rome, F - 75008 PARIS. Tel : (33-1) 40 42 50 24. Fax : (33-1) 40 42 13 78. E-mail : celsig@worldnet.fr. Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et *and* Jean-Claude Boual. Diffusé exclusivement par Fax et E-mail. *Distributed by Fax and E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 500 FF. *Subscription for 1 year: FF 500*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.